

Art. 2. § 1^{er}. Les emplois de l'article 1, § 1^{er}, mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les postes de travail de contractuels, auxquels ils se substituent, ont été supprimés par le départ des membres du personnel contractuel qui les occupent :

Assistant social principal.....	}	5
Assistant social.....		

§ 2. Si trois années après l'entrée en vigueur de cet arrêté les emplois mentionnés au § 1^{er} sont restés vacants, ils sont supprimés d'office à l'article 1^{er}, § 1^{er}.

§ 3. Le Commissaire du gouvernement doit constater que la condition visée au § 1^{er} a été remplie, préalablement à l'occupation des emplois.

Art. 3. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 4 août 1997 fixant le cadre organique de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

2° l'arrêté royal du 23 octobre 1997 fixant le cadre organique de l'Office de Renseignements et d'Aide aux familles des militaires.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1999.

Art. 5. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Art. 2. § 1. In de hierna vermelde betrekkingen van artikel 1, § 1, mag slechts worden voorzien wanneer de arbeidsposten van contractuelen waarvoor ze in de plaats komen, afgeschaft werden door het vertrek van de contractuele personeelsleden die ze bekleeden :

Eerstaanwendend maatschappelijk assistent.....	}	5
Maatschappelijk assistent.....		

§ 2. Indien drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit de in § 1 beoogde betrekkingen vacant gebleven zijn, worden ze in artikel 1, § 1, ambtshalve afgeschaft.

§ 3. De Regeringscommissaris moet voor de bezetting van de betrekkingen vaststellen dat de voorwaarde vermeld in § 1, vervuld is.

Art. 3. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 4 augustus 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

2° het koninklijk besluit van 23 oktober 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 5. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1838

[C — 99/12323]

4 JUNI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter en cas d'établissement d'un accord relatif à la formation et l'emploi (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 35, § 1^{er} à § 4, remplacé par la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les organes paritaires et les entreprises doivent pouvoir concrétiser les objectifs en matière de formation et d'emploi dans des accords couvrant les années 1999 et 2000, il importe que soient portées à leur connaissance le plus rapidement possible les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et à l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter pour la réalisation dudit accord. Il convient aussi que le modèle à utiliser pour cet accord soit mis sans retard à la disposition des employeurs.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La convention collective de travail conclue au niveau d'un organe paritaire ou d'une entreprise relative à la formation et l'emploi stipule les mesures et le fait qu'elle a été conclue en exécution de la section IV du chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ainsi que du présent arrêté royal. Elle doit être déposée au greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1838

[C — 99/12323]

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procedure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van een akkoord betreffende vorming en tewerkstelling (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 tot vaststelling van de algemene principes van de sociale zekerheid van de werknemers, inzonderheid artikel 35, § 1 tot § 4, vervangen door de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de paritaire organen en de ondernemingen de doelstellingen inzake vorming en tewerkstelling in de akkoorden die de jaren 1999 en 2000 betreffen dienen te kunnen verwezenlijken, is het nodig dat de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procedure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van dit akkoord hen zo vlug mogelijk ter kennis worden gesteld. Het is daarom ook van belang dat het model voor dit akkoord onverwijld ter beschikking wordt gesteld van de werkgevers.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op het vlak van een paritair orgaan of van een onderneming, betreffende vorming en tewerkstelling, bepaalt de maatregelen evenals het feit dat zij werd gesloten in uitvoering van sectie IV, hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen alsook van onderhavig koninklijk besluit. Zij dient te worden neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

§ 2. Si une convention collective de travail relative à la formation et l'emploi a été conclue au sein d'une commission ou sous-commission paritaire avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal, le président adresse à l'Administrateur général du Service des relations collectives de travail une attestation dans laquelle il certifie que la convention a été conclue en vue de l'exécution de la loi et de l'arrêté royal précités.

§ 3. L'employeur qui a conclu et déposé une convention collective de travail relative à la formation et l'emploi avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal adresse à l'Administrateur général du Service des relations collectives de travail une attestation dans laquelle il certifie que la convention a été conclue en vue de l'exécution de la loi et de l'arrêté royal précités.

Art. 2. L'employeur dont une catégorie de travailleurs ressortit à une commission ou sous-commission paritaire qui a conclu une convention collective de travail relative à la formation et l'emploi et qui applique cette convention sectorielle à une autre catégorie de son personnel qui ressortit à une commission ou sous-commission paritaire ne fonctionnant pas ou n'ayant pas conclu de convention collective de travail relative à la formation et l'emploi est également considéré comme lié pour cette dernière catégorie de travailleurs.

Art. 3. La convention collective de travail relative à la formation et l'emploi conclue au niveau de l'entreprise mentionne obligatoirement les données suivantes :

1° nom et adresse du siège social de l'employeur en tant qu'entité juridique et, le cas échéant, le nom et l'adresse de l'unité technique d'exploitation à laquelle s'applique la convention;

2° le numéro d'inscription à l'ONSS;

3° la commission ou sous-commission paritaire compétente.

Art. 4. L'employeur occupant moins de 50 travailleurs déclarés à l'ONSS au 30 juin de l'année qui précède et sans délégation syndicale peut conclure un accord relatif à la formation et l'emploi.

Art. 5. L'employeur visé à l'article 4 qui conclut un accord relatif à la formation et l'emploi doit utiliser le modèle uniforme repris en annexe au présent arrêté.

Art. 6. L'accord relatif à la formation et l'emploi est conclu en respectant la procédure suivante.

§ 1^{er}. Le projet d'accord est porté à la connaissance des travailleurs par affichage. Les mesures relatives à la formation et l'emploi doivent y être indiquées. Pendant huit jours à dater de l'affichage, l'employeur met un registre à la disposition des travailleurs dans lequel ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant le même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations au chef de district de l'Inspection des lois sociales du lieu d'établissement de l'entreprise. Dans ce cas, l'Inspection des lois sociales essaye de concilier les points de vue divergents dans un délai de quatorze jours. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué ni divulgué. Après ce délai échéant, l'accord dûment complété, daté et signé, est déposé accompagné du registre au greffe du Service des relations collectives de travail.

§ 2. Le registre prévu au § 1^{er} est établi conformément au modèle repris en annexe au présent arrêté. Dûment complété, daté et signé, il est déposé en même temps que l'accord relatif à la formation et l'emploi.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.

Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.

§ 2. Als een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en tewerkstelling werd gesloten in een paritair comité of paritair subcomité voor de datum van invoeging van onderhavig koninklijk besluit, dan richt de voorzitter aan de administrateur-generaal van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen een attest waarin hij bevestigt dat de overeenkomst werd gesloten met het oog op de toepassing van voornoemde wet en koninklijk besluit.

§ 3. De werkgever die een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en tewerkstelling heeft gesloten en neergelegd voor de datum van invoeging van onderhavig koninklijk besluit richt tot de administrateur-generaal van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen een attest waarin hij bevestigt dat de overeenkomst werd gesloten met het oog op de toepassing van voornoemde wet en koninklijk besluit.

Art. 2. De werkgever van wie een categorie werknemers ressorteert onder een paritair comité of subcomité dat een collectieve arbeidsovereenkomst heeft gesloten betreffende vorming en tewerkstelling en die deze sectorale overeenkomst toepast op een andere categorie van zijn personeel dat ressorteert onder een paritair comité of subcomité dat niet werkt of dat geen collectieve arbeidsovereenkomst heeft gesloten betreffende vorming en tewerkstelling, wordt eveneens beschouwd als gebonden voor deze laatste categorie werknemers.

Art. 3. In de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en tewerkstelling gesloten op het niveau van de onderneming moeten de volgende gegevens worden vermeld :

1° naam en adres van de maatschappelijke zetel van de werkgever als juridische entiteit en, eventueel, naam en adres van de technische exploitatie-eenheid waarop de overeenkomst van toepassing is;

2° het inschrijvingsnummer bij de R.S.Z.;

3° het bevoegd paritair comité of subcomité.

Art. 4. Een werkgever die minder dan 50 werknemers tewerkstelt die aangegeven zijn aan de RSZ op 30 juni van het jaar dat voorafgaat en zonder vakbondsafvaardiging mag een akkoord sluiten betreffende vorming en tewerkstelling.

Art. 5. De werkgever bedoeld in artikel 4 die een akkoord sluit betreffende vorming en tewerkstelling moet het uniform model gebruiken dat is opgenomen als bijlage bij dit besluit.

Art. 6. Het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling wordt gesloten met naleving van de volgende procedure.

§ 1. Het ontwerp van akkoord wordt ter kennis gebracht aan de werknemers door aanplakking. De maatregelen betreffende vorming en tewerkstelling moeten erin worden aangeduid. Gedurende acht dagen vanaf de aanplakking stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers, waarin deze hun opmerkingen mogen noteren. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen mag de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen mededelen aan het districthoofd van de Inspectie van de sociale wetten van de vestigingsplaats van de onderneming. In dit geval tracht de Inspectie van de sociale wetten binnen een termijn van veertien dagen de uiteenlopende standpunten te verzoenen. De naam van de werknemer mag noch worden bekendgemaakt noch worden verspreid. Nadien wordt het akkoord dat desgevallend naar behoren is aangevuld, gedateerd en ondertekend, samen met het register neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen.

§ 2. Het register bedoeld in § 1 wordt opgesteld overeenkomstig het model dat is opgenomen als bijlage bij dit besluit. Het wordt naar behoren aangevuld, gedateerd en ondertekend, neergelegd samen met het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981.

Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.

3. Déclarations

L'employeur soussigné déclare

— qu'il n'existe pas de délégation syndicale au sein de son entreprise;

— que le projet d'accord relatif à la formation et l'emploi a été porté à la connaissance des travailleurs par affichage. Le registre dans lequel les travailleurs peuvent inscrire leurs observations est repris en annexe 1 à cet accord.

Nombre d'annexes :

« J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète" (1)

Date :

Lieu :

Signature de l'employeur :

L'acte original accompagné du registre doit être transmis au :

Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail
Greffé du Service des relations collectives de travail
rue Belliard 51
1040 Bruxelles

³ L'attention est attirée sur ce qu'une fausse déclaration ou une déclaration incomplète pourrait donner lieu aux peines prévues par l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat.

Annexe 1

Registre des observations des travailleurs

Le registre en question est à la disposition du personnel du au (1)

Chaque travailleur a la possibilité de noter ses observations concernant l'accord relatif à la formation et l'emploi ci-dessous.

L'employeur confirme sur l'honneur que le présent registre a été mis à la disposition des travailleurs.

Signature de l'employeur,

Date :

.....

⁴ Cette période doit être 8 jours au minimum.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 juin 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

3. Verklaringen

De ondergetekende werkgever verklaart :

— dat er in zijn onderneming geen vakbondsafvaardiging bestaat;

— dat het ontwerp van vormings- en tewerkstellingsakkoord ter kennis werd gebracht aan de werknemers door aanplakking. Het register voor het optekenen van de opmerkingen van de werknemers wordt als bijlage 1 bij dit akkoord opgenomen.

Aantal genummerde bijlagen:.....

« Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring getrouw en volledig is” (1)

D a t u m :
Plaats :.....

Handtekening van de werkgever :.....

De originele akte vergezeld van het register dient gestuurd te worden naar :

Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid
Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen
Belliardstraat 51
1040 Brussel

³ De aandacht wordt gevestigd op het feit dat een valse of onvolledige verklaring aanleiding zou kunnen geven tot de sancties bepaald bij het K.B. van 31 mei 1933 betreffende de verklaring te doen i.v.m. de subsidies, vergoedingen en toelagen van elken aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste den Staat zijn.

Bijlage 1

Register der opmerkingen van de werknemers

Dit register ligt ter beschikking van het personeel van tot (1)

Iedere werknemer heeft de mogelijkheid hieronder zijn opmerkingen i.v.m. het voorgestelde vormings- en tewerkstellingsakkoord te noteren.

De werkgever bevestigt op eer dat dit register ter beschikking heeft gelegen van de werknemers.

Handtekening van de werkgever,

Datum :.....

.....

⁴ Deze periode moet minimum 8 dagen bedragen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET